

## Chroniques européennes du large

N°3

**8 mai 2009 – Touche pas à Schuman !**

C'est le printemps. Inexactitudes historiques et approximations fleurissent. Et, comme dirait Cyrano de Bergerac à Roxane « *je vais vous les jeter en touffe* ». Car plus c'est gros, plus ça passe ! Le 9 mai, jour anniversaire de la déclaration Schuman, il est utile de rétablir quelques vérités européennes malmenées, notamment par le Président de la République dans le discours qu'il a tenu à Nîmes le 5 mai.

Pour les jeunes générations, rendons avec soin, à chacun, la part d'Histoire qui lui revient. Invoquer les « fondateurs » et ne citer que de Gaulle et Adenauer, voilà qui est étrange. Quand le 9 mai 1950, Robert Schuman, inspiré par Jean Monnet, propose au Chancelier Adenauer de mettre en commun le charbon et l'acier, les gaullistes, ainsi que les communistes, crient à la trahison. Comme ils combattent la Communauté européenne de défense en 1954, précipitant son échec et accélérant le réarmement de l'Allemagne qu'ils prétendaient éviter. Comme ils attaquent le traité de Rome en 1957, avec une rare clairvoyance. Dans les années 60, le général de Gaulle redonne un élan décisif à la coopération bilatérale franco-allemande mais il rudoie les partenaires européens en pratiquant la politique de « la chaise vide ». Sous ses coups, l'Europe ralentit sa marche.

Schuman attachait beaucoup d'importance à la démocratie ; d'emblée, il avait tenu à ce que la Communauté du Charbon et de l'Acier eût une assemblée parlementaire ; à terme, il souhaitait son élection directe au suffrage universel. En 1978, c'est justement à propos du passage au suffrage universel direct pour les élections européennes que le gaulliste Jacques Chirac, lance son brillant « *appel de Cochon* » contre « *le parti de l'étranger* » ! Le renforcement de la démocratie, voilà l'ennemi ! Si le centre et une partie de la gauche modérée n'avaient pas uni leurs forces, des décennies durant, contre cet esprit rétrograde, l'UE ne serait sans doute pas née. Nous aurions moins de démocratie, moins de débat public en Europe.

A la fin de l'année 2008, la présidence française, a permis aux questions européennes de tenir le devant de la scène. Mais était-ce l'Europe ou... la scène qui intéressait l'acteur principal ? Depuis janvier, l'élan est retombé. Jean-Pierre Jouyet s'en est allé. En dépit de l'imminence du scrutin, les crédits consacrés à l'action du ministère des Affaires Européennes ont été drastiquement réduits. Une fois le show fini, à quoi bon l'Europe ? Sans parler de la dégradation de la relation franco-allemande qui ternit singulièrement le bilan de la présidence française. Peu réactifs dans la crise, les Allemands portent leur part de responsabilité dans l'éloignement mutuel. Mais depuis le projet d'Union de la Méditerranée qui tentait de recréer une zone d'influence française, les blessures sont là. Et en dépit des efforts de Bruno Lemaire, la confiance n'est pas encore revenue. Quelle différence avec l'estime dont jouissait outre-Rhin un Schuman qui connaissait parfaitement la langue et la culture allemande !

Sur le fond, on joue sur la complexité des questions européennes pour embrouiller les Français. A Nîmes, le Président de la République appelle à un débat sur la fiscalité en Europe. Dommage que les conclusions du Conseil européen qu'il a organisé et présidé le 12 décembre dernier prévoient expressément : « aucune des dispositions du traité de Lisbonne ne modifie en quoique ce soit, pour aucun Etat membre, l'étendue ou la mise en œuvre des compétences de l'UE dans le domaine fiscal\* ». Le débat a déjà été tranché : les Irlandais ont obtenu le maintien de l'unanimité dans la perspective d'un nouveau referendum sur le traité de Lisbonne. Ces textes sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur la toile mais qui ira vérifier ? Déjà, le « furet » a filé ailleurs. Et prétend le contraire, pour brouiller les pistes.

Même zig-zag sur les symboles : malgré la photographie officielle du Président, à côté du drapeau européen, malgré l'implantation du Parlement européen à Strasbourg, les autorités françaises n'ont pas signé, fin 2007, la déclaration sur les symboles rédigée par seize Etats. De même, l'Elysée a rejeté la suggestion, venue de la société civile, de lire aux lycéens la déclaration Schuman, et non seulement la lettre de Guy Môquet.

Sous une révérence de façade aux Pères fondateurs, certains ne vendent qu'un ersatz d'Europe. N'est pas Robert Schuman qui veut.

Sylvie Goulard

\* Conseil européen, conclusions de la Présidence, 12 décembre 2008, 17271/08.